

La Finlande annonce officiellement qu'elle préfère sortir de l'euro plutôt que de payer les dettes des autres



NOUVEAU COUP DE THÉÂTRE SUR L'euro-TITANIC !

Le bobard de *"l'Apocalypse en cas de sortie de l'euro"* s'effondre.



Mme Jutta Urpilainen, ministre finlandaise des finances

Par une déclaration fracassante - qui sera probablement cachée elle aussi à nos compatriotes par les médias à la botte des "euro-fascistes" -, la ministre finlandaise des Finances en personne, Mme Jutta Urpilainen, vient d'annoncer ce matin, dans le quotidien financier Kauppalehti, que :

« La Finlande ne s'accrochera pas à l'euro à n'importe quel prix et nous sommes prêts à tous les scénarios, y compris à abandonner la monnaie commune européenne ».

Et elle enfonce le clou :

« La responsabilité collective pour les dettes (...) et les risques d'autres pays n'est pas ce à quoi nous devons nous préparer. Nous sommes constructifs et nous voulons résoudre la crise, mais pas à n'importe quelles conditions ».

La Finlande, qui est l'un des derniers pays de la zone euro à bénéficier d'une note de crédit triple A, entend se battre pour la conserver.

À LA différence DU GOUVERNEMENT français, LE GOUVERNEMENT FINLANDAIS défend les intérêts DU PEUPLE FINLANDAIS FACE AU délire européiste

Ce n'est à vrai dire pas tout à fait nouveau de constater que le gouvernement finlandais a à cœur de défendre les intérêts... du peuple qui l'a élu !

Ce petit pays de 6 millions d'habitants ne possède guère de richesses naturelles, à part des milliers de km² de toundra et de lacs. Et le peuple finlandais ne voit pas pour quelles raisons il devrait se saigner aux quatre veines pour aller rembourser les dettes d'autres pays, dont le patrimoine national est bien plus important que le sien.

1°) L'obtention de gages de la Grèce pour s'assurer que le peuple finlandais ne serait pas spolié

Ainsi, le gouvernement d'Helsinki avait déjà exigé, et obtenu, lors du deuxième plan d'aide à la Grèce l'an dernier, de conclure un accord bilatéral avec Athènes lui garantissant de récupérer les sommes avancées.

Comment ? Eh bien tout simplement en prenant ce que tous les banquiers exigent eux-mêmes lorsqu'ils prêtent de grosses sommes d'argent et qu'ils appellent une « sûreté réelle » : c'est-à-dire une hypothèque sur un bien immobilier, un nantissement sur des créances ou un fonds de commerce, etc. Bref : un gage sur un actif réel, qui permet d'être sûr d'être remboursé si l'emprunteur fait défaut.

On remarquera que le gouvernement français, en refusant de faire la même demande d'obtention de gages que le gouvernement finlandais, a donc accepté le principe que ce soit les contribuables français qui soient les dindons de la farce si la Grèce faisait défaut. Ce qui sera d'ailleurs le cas avec plus de 90% de probabilité.

2°) La demande identique formulée par la Finlande à l'Espagne et à l'Italie au dernier sommet européen

Même si les médias français ont, là aussi, organisé l'omerta, le Premier ministre finlandais Jyrki Katainen a mis les pieds dans le plat la semaine dernière, en demandant que l'Espagne et l'Italie émettent des « obligations sécurisées » plutôt que de demander aux autres peuples de payer à leur place.

Le Premier ministre finlandais savait particulièrement bien de quoi il parlait puisqu'il est lui-même ancien ministre des finances.

Et sa proposition obéissait à la même logique que celle que j'ai déjà décrite : pourquoi un peuple dont le patrimoine national est si modeste devrait-il payer les dettes de l'Italie, qui est un pays qui croule sous les richesses, notamment patrimoniales et artistiques ?

Pour bien comprendre la position d'Helsinki, il suffit d'imaginer un château, dont le châtelain, ayant perdu des sommes colossales au casino, demanderait au gardien de les rembourser à sa place, car il préfère quant à lui conserver ses tableaux de maîtres...

La Finlande est dans la situation du gardien : elle est d'accord pour prêter de l'argent au châtelain, mais à la condition que ces sommes soient gagées par le tableau de Titien ou de Claude Lorrain que celui-ci possède.

Bien entendu (et cela n'a pas été non plus porté à la connaissance des Français), le président du Conseil italien Mario Monti (et "Goldman Sachs boy") a refusé immédiatement cette proposition finlandaise : le châtelain italien compte bien faire payer le gardien et garder ses œuvres d'art pour lui.

Est-il besoin de le préciser ? Notre "socialiste" François Hollande a volé au secours.... du châtelain.

http://www.romandie.com/news/n/ Zone_euro_Helsinki_propose_des_obligations_securisees_pour_les_pays_fragiles96280620122005.asp



3°) La Finlande a annoncé qu'elle bloquera l'utilisation étendue du futur MES, qui avait été présentée comme un changement et un triomphe des "pays du sud" dernier sommet européen

Le Premier ministre finlandais a annoncé, voici quatre jours (le 2 juillet 2012), que la Finlande empêchera le Mécanisme européen de stabilité (MES) d'acheter des obligations sur le marché secondaire, ce qui bloquera la mesure très hypothétique annoncée comme un triomphe lors du dernier sommet européen.

Car une telle décision requiert l'unanimité des membres de la zone euro, ce qui ne sera pas le cas.

Rendant compte du sommet de Bruxelles la semaine dernière, le Premier ministre finlandais Jyrki Katainen a en effet lancé cette bombe au Parlement d'Helsinki (sans que les grands médias français, là encore, n'en parlent à nos compatriotes) :

« À l'avenir, l'unanimité est nécessaire pour décider de tels achats et il semble que cette unanimité ne soit pas possible en raison de l'opposition néerlandaise et finlandaise ».

Un porte-parole du chef du gouvernement finlandais, Pasi Rajala, a ensuite précisé à l'AFP qu'Helsinki considérait que « faire des achats sur le marché secondaire n'avait aucun sens ».

http://www.romandie.com/news/n/UEHelsinki_veut_empecher_le_MES_d_acheter_des_bonds_sur_le_marche_secondaire79020720121601.asp



M. Jyrki Katainen, Premier ministre finlandais

4°) L'obtention de gages de l'Espagne pour s'assurer que le peuple finlandais ne serait pas spolié

Enfin, hier 5 juillet 2012, la Finlande a annoncé l'ouverture prochaine de négociations bilatérales avec l'Espagne pour l'obtention du même type de garanties qu'avec la Grèce en échange de sa participation au plan de sauvetage des banques ibériques.

Là encore, le gouvernement finlandais protège les intérêts du peuple finlandais, à la différence du gouvernement français, qui, se refusant de faire la même demande d'obtention de gages auprès de Madrid, accepte donc le principe que les contribuables payent des dizaines de milliards d'euros pour sauver les banques espagnoles !

LA MINISTRE FINLANDAISE DES FINANCES EST LA présidente DU SDP, QUI EST UN PARTI FRÈRE DU PARTI SOCIALISTE français PUISQU'ILS APPARTIENNENT TOUS DEUX AU PSE (PARTI SOCIALISTE européen)

Cette déclaration de la ministre finlandaise des finances est d'autant plus embarrassante pour nos médias à la botte que cette femme politique intègre ne rentre pas dans les clichés de la propagande des euro-fascistes qui terrorisent les peuples par l'intimidation constante et par la diabolisation de toute idée de sortir de l'UE et de l'euro.

Mme Jutta Urpilainen, qui est une jeune ministre (37 ans), à peine plus jeune que le Premier ministre finlandais Jyrki Katainen (40 ans), n'est en effet :

- ni une "populiste",
- ni une "souverainiste",
- ni une folle,

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~

- ni une raciste,
- ni une xénophobe,
- ni une antisémite,
- ni une nostalgique du IIIe Reich,
- ni une personnalité d'extrême-droite,
- etc.

Non. C'est la présidente du Parti social-démocrate de Finlande (SDP).

Lequel est membre du "Parti socialiste européen (PSE)", parti politique au Parlement européen regroupant les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes d'Europe, et notamment le Parti socialiste français. (Son groupe politique est le deuxième en taille au Parlement européen après les élections de 2004 et de 2009).

Par solidarité "socialiste" et parce qu'ils appartiennent au même parti européen PSE, le gouvernement socialiste français va-t-il approuver les déclarations de Mme Jutta Urpilainen ou la traîner dans la boue ?

Plus sûrement les instructions vont-elles être données pour organiser le verrouillage médiatique sur cette déclaration, afin que les Français soient tenus comme toujours dans l'ignorance de ce qui se passe.

CONCLUSION : UN GRAND PAS DE PLUS VERS LA désintégration DE LA MONNAIE européenne

La déclaration fracassante de la ministre finlandaise des Finances constitue un événement historique car c'est la toute première fois qu'un ministre des finances en exercice de la zone euro :

- annonce que son pays envisage de sortir de l'euro,
- et révèle que la sortie de l'euro est synonyme de sauvetage et non pas d'Apocalypse.

Ainsi, peu à peu, la vérité finit par s'imposer : ce sont les analyses de l'UPR, constamment identiques depuis la création de notre mouvement il y a 5 ans et 3 mois, qui sont les bonnes.

Tous nos adhérents peuvent ainsi se réjouir de constater qu'en dépit de tous les obstacles qui nous sont opposés par les européistes, les événements vont conduire de plus en plus, et inexorablement, notre mouvement sur le devant de la scène.

François ASSELINEAU